

Automne 2020

# PALESTINE INFO



**Gaza – Etats-Unis • Système de santé • San Remo • Imaginations radicales**

# Edito

La santé des Palestinien-ne-s en Israël/Palestine est menacée et cela date de bien avant la pandémie Covid-19. Dans notre numéro spécial sur Gaza, nous avons déjà mentionné la crise sanitaire qui y sévit, causée par le blocus et par les constantes attaques israéliennes. Dans un rapport de 2015, l'ONU considérait que Gaza serait inhabitable en 2020 déjà. Et cela même sans Covid-19. Ce numéro de Palestine Info examine de plus près le système de santé dans le Territoire occupé. Pour la Dr Rita Giacaman, de l'université de Birzeit, il est clair qu'il faut trouver une solution sociopolitique plutôt que purement médicale à la crise sanitaire. Des organisations médicales de base comme la Palestinian Medical Relief Society poursuivent déjà cette approche. L'importance de ce travail ne se limite pas au soutien médical, mais cela donne aussi une perspective aux bénévoles qui fait tellement défaut dans leur vie quotidienne.

Mais il est d'autant plus nécessaire d'avoir des perspectives d'avenir au-delà de la vie quotidienne. Yara Hawari insiste sur le fait que ces perspectives se doivent d'être radicales et, surtout, anticoloniales. Il est également urgent que l'héritage des projets colonialistes de la conférence de San Remo qui s'est déroulée il y a 100 ans prenne fin. La résistance concrète des mouvements anticoloniaux, attisée par la violence policière raciste aux États-Unis, ouvre également une fenêtre pour Israël/Palestine.

Nous espérons que vous apprécierez la lecture de ce numéro et, comme toujours, nous nous réjouissons de recevoir vos dons sur notre compte postal 40-756856-2.

Couverture: Bethléem en quarantaine.  
Foto: Marwa Ghannam. B'Tselem.

# Brèves

*Compilées par la rédaction*

## **Covid: les discriminations prennent de nouvelles dimensions**

- En Israël et à Jérusalem-Est occupée, la population palestinienne a un accès difficile aux services d'urgence, aux tests de Covid et aux dispositifs d'isolement. Dans un rapport adressé aux Nations unies, l'organisation de défense des droits humains Adalah constate ces discriminations systématiques. Le ministère israélien de la santé ne publie pas d'informations sur la pandémie en arabe, ni en continu ni en temps réel. A Gaza, le blocage des importations de carburant dans le cadre de la punition collective de la population provoque également des pénuries d'énergie. L'apprentissage en ligne, qui est pratiqué dans le monde entier, est impossible pour les enfants de la bande de Gaza en raison du manque d'accès à l'internet; il en va de même pour le télétravail. L'alimentation électrique des hôpitaux pour le fonctionnement des ventilateurs et d'autres équipements importants peut être coupée à tout moment. Des goulets d'étranglement dans l'approvisionnement en eau existent non seulement dans la bande de Gaza, mais aussi dans certains quartiers de Jérusalem-Est. Là-bas, 70 000 Palestinien-ne-s ne reçoivent de l'eau que trois fois par semaine. Rien qu'en juillet et août 2020, 96 Palestinien-ne-s ont perdu leur maison à Jérusalem-Est, et ce en pleine pandémie, dans le cadre des démolitions de maisons par Israël.

[tinyurl.com/y3vxfpxu](https://tinyurl.com/y3vxfpxu)

## **Israël pulvérise des herbicides**

- Ce n'est pas nouveau, mais le thème est récurrent surtout. Différentes ONG luttent depuis des années contre la pratique israélienne de la pulvérisation d'herbicides le long du mur de la bande de Gaza. La pulvérisation se fait depuis le ciel, ce qui implique que les herbicides arrivent évidemment aussi sur les champs des fermiers palestiniens, mettant leur santé en danger, tout comme leurs revenus agricoles. Vous

trouvez davantage d'informations sur le site internet de l'organisation des droits de l'Homme Adalah.  
[tinyurl.com/slhmctxa](https://tinyurl.com/slhmctxa)

## **BDS en Grande-Bretagne – good news!**

- En avril 2020, la Cour Suprême du Royaume-Uni a donné raison au mouvement BDS: depuis 2016, les caisses de pension britanniques n'étaient pas autorisées à retirer leur argent d'entreprises d'armement, locales ou étrangères, si cela était fait pour des raisons politiques. Il était également interdit d'exclure de la vente des biens du Territoire occupé. Les deux interdits ont été invalidés, puisqu'ils restreignent la liberté d'expression.

[tinyurl.com/y9fx2ptd](https://tinyurl.com/y9fx2ptd)

## **La Jordanie met fin à l'accord agricole avec Israël**

- Depuis 25 ans, un accord avec la Jordanie permet aux fermiers israéliens d'exploiter deux enclaves jordaniennes. La Jordanie n'a pas prolongé le contrat, réagissant ainsi aux déclarations répétées du gouvernement israélien, annonçant son intention d'annexer Jérusalem-Est et la vallée du Jourdain.

[tinyurl.com/y2rsz72s](https://tinyurl.com/y2rsz72s)

## **Visualizing Palestine**

- Le groupe interdisciplinaire de l'ONG Visualizing Palestine publie des graphiques sur le thème des droits humains, en lien avec la Palestine. Bien recherché, avec une belle esthétique, le site internet contient d'intéressants graphiques, en différentes langues: <https://visualizingpalestine.org/>

[tinyurl.com/y4ec3rso](https://tinyurl.com/y4ec3rso)

## **L'Allemagne a la peine avec la vision anticoloniale**

- L'historien et politologue, Achille Mbembe, a été accusé d'antisémitisme par Felix Klein, en charge de la lutte contre l'antisémitisme en Allemagne, entre autres, pour avoir évoqué dans une même phrase le régime de l'apartheid en Afrique du Sud et l'holocauste, dans le cadre d'une étude, les désignant comme des manifestations



# Gaza est parmi nous!

Arn Strohmeier

## Les émeutes et les manifestations aux Etats-Unis et leur corrélation avec Israël

d'une volonté obsessionnelle de séparation. Des scientifiques renommés font preuve de solidarité et expliquent, dans un appel, pourquoi cette accusation est infondée. Ils plaident pour une compréhension différenciée du terme antisémitisme et se prononcent contre la diffamation pour des motifs politiques.

[tinyurl.com/jy2bum86](http://tinyurl.com/jy2bum86)

### AXA investit dans l'apartheid

• Le groupe français AXA, dont fait également partie l'assureur suisse AXA-Wintertour, investit dans trois banques israéliennes, qui cofinancent des activités de colonisation dans le Territoire occupé. Par ailleurs, AXA détient 9,03% de l'entreprise Equitable Holdings, qui investit dans cinq banques israéliennes et dans la plus grande entreprise israélienne d'armement, Elbit Systems. Elbit vante ses technologies d'armement et de surveillance comme «testées» sur les Palestiniens. Une alliance internationale exige que le groupe AXA retire ces investissements, avant sa prochaine assemblée générale. Plusieurs milliers de courriels ont été envoyés à la direction de ce groupe. Il n'est pour l'instant pas encore appelé à boycotter AXA, mais cela peut encore venir si le groupe maintient ses investissements dans la ségrégation.

[bds-info.ch/index.php/fr/articles/ag-axa](http://bds-info.ch/index.php/fr/articles/ag-axa)

### Activistes BDS acquittés par CEDH

• La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a invalidé à l'unanimité un jugement de la plus haute juridiction française de 2015, qui avait condamné des activistes BDS pour une action de boycottage dans un supermarché. Selon la CEDH, cette condamnation pour «incitation à la discrimination» enfreint l'article 10 (liberté d'expression) de la Convention européenne des droits humains. Cet arrêt représente un coup majeur, contre les tentatives du gouvernement israélien et ses alliés, visant à criminaliser l'appel à boycotter Israël.

[tinyurl.com/jy2b5lcsy](http://tinyurl.com/jy2b5lcsy)



Protestations contre les plans d'annexion israéliens à Tel-Aviv le 6 juin 2020. Photo: Keren Manor

En 2015, l'anthropologue israélien Jeff Halper a publié son livre «War against the People» (Guerre contre le peuple). Le titre est révélateur du contenu de cet ouvrage. Son sujet: les gouvernements à travers le monde qui s'arment contre leur propre peuple dans le but premier d'assurer la survie du système économique néolibéral et de ses élites. Israël, à l'instar des Etats-Unis, joue un rôle moteur dans l'avènement de cette politique. Là, sous les étiquettes telles que «politique de sécurité» et lawfare (ou guerre juridique), le droit international est «réformé» dans le sens que lui attribue l'Etat sioniste: autrement dit, adapté aux intérêts d'Israël.

Cet essai a pour point de départ le conflit avec les Palestiniens. La résistance que ce peuple oppose à l'occupation et à la répression incessante de l'occupant est considérée comme du «terrorisme» par Israël: pourtant, le droit international reconnaît un droit à la résistance pour les pays et les peuples victime d'assujettissement colonial – et même le recours à la violence –, si elle n'est pas

dirigée contre les civils (résolution de l'ONU 1960). C'est cette disposition en particulier qu'Israël entend torpiller – cela avec le soutien des Etats-Unis, qui ont déclaré la «guerre au terrorisme» suite à l'attentat contre le World Trade Center.

Ce concept commun à Israël et aux Etats-Unis – avant tout en politique étrangère – emploie le terme de «terroristes» pour mettre dans le même sac tant les insurgés, les rebelles, les révolutionnaires et les acteurs non étatiques, que tous les protestataires qui incommode la puissance occupante en Israël ou le régime autocratique des potentats dans d'autres pays, ou encore ceux/celles qui se rebellent contre l'injustice sociale et l'oppression et qui défendent les droits démocratiques. Ces opposant·e·s, ainsi que les civils qui les soutiennent, doivent être privés du statut de combattant·e: totalement délégitimé·e·s, ils/elles perdent de la sorte la protection que leur confère le droit international. Ainsi ils ne sont pas considérés comme interlocuteurs lors de négociations dans le cadre du conflit actuel. Considéré·e·s

comme des «terroristes», ils/elles doivent par définition être traité·e·s par les mesures appropriées. Ce type de «politique de sécurité» vaut également, bien entendu, pour les démocraties libérales de type occidental en cas de soulèvement.

Jeff Halper décrit les conséquences qu'une telle conception a sur le droit international: «Lorsqu'ils [les insurgés ou les manifestants] font appel à la protection du droit international – comme ce fut le cas pour Gaza –, et lorsqu'ils entreprennent des actions pour tenir les acteurs étatiques responsables de leurs actes illégaux, ils s'engagent sur un terrain qu'Israël nomme la «guerre juridique»: les «terroristes» instrumentaliseront ainsi le droit international à l'encontre des démocraties. La campagne que mène Israël contre ce lawfare tente, bien sûr, de dépeindre les acteurs non gouvernementaux comme des scélérats; mais la guerre juridique, c'est aussi les moyens mis en œuvre par Israël pour plier le droit international à ses propres volontés – une sorte de «guerre juridique» asymétrique visant à supprimer toutes les restrictions imposées aux Etats souhaitant faire la guerre à leurs populations».

Soit dit en passant, il serait bon que les Israélien·ne·s se retournent sur leur passé lorsqu'ils avancent ce genre d'argumentation. Car, rappelons-le, sans le terrorisme sioniste, l'Etat d'Israël n'existerait pas; c'est en effet par des méthodes terroristes, après la Seconde Guerre mondiale, que les milices sionistes (en particulier la Haganah et le Palmah) et les groupes clandestins tels que Irgoun, Lehi et le groupe Stern, ont combattu la puissance mandataire britannique et les Palestinien·ne·s. En 1946, Menahem Begin – leader de l'Irgoun – et ses hommes ont mené l'attaque de l'hôtel King David à Jérusalem, tuant 90 personnes. Les groupes clandestins ont également joué un rôle important en 1948 lors du nettoyage ethnique (Nakba), qui fut bel et bien une opération terroriste. Le même Begin s'est ensuite glorifié d'avoir aussi commis, en avril 1948, le massacre de Deir Yassin, qui

coûta la vie à 240 Palestinien·ne·s. Ainsi, en s'acharnant à faire passer les insurgés pour des «terroristes» au regard du droit international, l'Etat sioniste ne fait que nier sa propre histoire. Et demeure la question de savoir jusqu'à quel point l'attitude d'Israël envers les Palestinien·ne·s jusqu'à ce jour ne constitue pas du terrorisme d'État.

La «politique de sécurité» menée par Israël s'inscrit dans le sillage de ce qui est appelé «israélisation du monde» qui a tant fait parler de lui: autrement dit, la résolution des problèmes politiques et sociaux non plus par une politique à visage humain, mais par la violence et l'oppression, dans laquelle des systèmes technologiques-électroniques sophistiqués de surveillance et de contrôle jouent un rôle important. Or, Israël est le numéro un au monde pour la production de ces systèmes, qu'elle fournit au monde entier: on peut dire que l'Etat sioniste a fait de son éternel combat contre les Palestinien·ne·s un produit qui s'exporte fort bien.

Halper écrit à ce sujet: «Israël exporte davantage que des armes, des systèmes de sécurité et de surveillance, des instruments de contre-insurrection et de lutte contre le terrorisme, des modèles de contrôle de la population et des tactiques policières: il vend et promeut aussi quelque chose qui va beaucoup plus loin et qui est beaucoup plus dangereux, soit un Etat sécuritaire qui place la sécurité au-dessus de tout et qui considère la démocratie et les droits humains comme un «luxe libéral» dans un monde de terreur. Et, par là même, toute résistance, qu'elle soit dirigée contre l'oppression ou contre l'exploitation capitaliste, est rapidement classée sous la rubrique «terrorisme».

Israël se présente ainsi comme un «modèle d'avenir»: un Etat policier qui garantit une sécurité absolue. Dans son livre, Halper décrit en détail comment la police américaine coopère désormais étroitement dans ce domaine avec les institutions correspondantes en Israël, où les policiers américains viennent mettre la dernière main à la «guerre contre

le terrorisme». Et, à en croire le président américain Donald Trump, les Etats-Unis sont actuellement le théâtre d'actes de terrorisme. Dans son irresponsabilité, Trump ne peut pas considérer autrement que du terrorisme pur et simple les manifestations et les protestations contre le racisme blanc et l'oppression des Noirs et des Latinos à la suite du meurtre de l'Afro-américain George Floyd par un policier.

Trump est incapable de compréhension pour les plus faibles et les opprimés de la société américaine, ou d'annoncer des réformes sociales pour plus de justice dans la société américaine et d'appeler à la modération et à la paix dans un discours à la nation. Il proclame l'état de guerre, mobilise la Garde nationale et déploie l'armée – jetant de l'huile sur le feu. Ce qui colle parfaitement aux plans élaborés par Israël, à savoir la résolution des problèmes politiques et sociaux non pas par une politique humaine, mais par la force brute. Oui, car: Gaza est parmi nous!

## Gaza sous les bombes

«Actuellement, nous nous réveillons au bruit des avions de chasse israéliens et aux bombardements constants.» – Aya Isleem, journaliste palestinienne de Gaza le 16 septembre 2020.

Cet été, l'armée d'occupation israélienne a intensifié ses attaques sur Gaza. Depuis lors, des témoins dans les médias sociaux – sous le hashtag #GazaUnderAttack – ont rapporté des attaques aériennes quotidiennes. En outre, le blocus a été temporairement renforcé en août et la côte a été fermée aux bateaux palestiniens. Selon Israël, il s'agit d'une réaction au lâcher de ballons de feu de la bande de Gaza vers Israël. De nombreux Palestinien·ne·s de la bande de Gaza dénoncent aujourd'hui le fait qu'avec les soi-disant accords de paix entre Israël et les Emirats arabes unis ou le Bahreïn, deux autres pays arabes soutiennent les attaques israéliennes actuelles et le blocus de la bande de Gaza.

# À bout de souffle

Andrea Bregoli

## La discrimination dans le secteur de la santé est une constante dans le Territoire occupé. Tour d'horizon.



L'armée israélienne inspecte une ambulance palestinienne. Photo: Naser Fe, PMRS

En ces temps hantés par le coronavirus, la discrimination des Palestiniens par l'Etat d'Israël est fortement exacerbée: traitements inégaux dans les soins de santé au détriment des titulaires de cartes d'identité palestiniennes, démolitions de maisons alors que la quarantaine s'impose, confiscation de matériaux de construction pour les cliniques de terrain et les abris d'urgence. Dans une situation de crise comme celle que nous connaissons actuellement, de telles actions doivent être considérées dans le contexte d'une discrimination structurelle qui, depuis longtemps, met à genoux le système de santé palestinien.

Il suffit de jeter un coup d'œil aux diverses données budgétaires. En 1975, alors que l'armée israélienne était encore seule responsable des services de santé dans les Territoire occupé, un hôpital israélien de 260

lits disposait à lui seul d'un budget qui équivalait à 60% du budget total consacré à la santé en Cisjordanie. Il a fallu attendre le milieu des années 1980 pour que des améliorations soient apportées sur le plan financier.

En 1986, l'administration militaire a augmenté les dépenses de santé, qui ont ainsi passé de 8 à 20 millions de dollars pour ce territoire où vivent près de 1,7 million de personnes. Ainsi, la population palestinienne se voit attribuer environ 30 dollars par habitant, contre 350 dollars pour la population israélienne.

Or, l'augmentation des dépenses de santé n'est pas liée à un changement d'attitude, mais plutôt à l'augmentation des recettes fiscales palestiniennes. Dans les années 1970, peu après le début de l'occupation, la contribution des Palestiniens pour leurs propres soins de santé est passée de 10 à 50%, alors qu'au début des années 1980, elle se situait entre 75 et 80%. En 1987, l'administration militaire est parvenue à financer les soins de santé en Cisjordanie exclusivement grâce aux impôts locaux. Le circuit économique fermé n'a pas pu être mis en place dans la bande de Gaza, et le ministère israélien de la Défense a financé 15% de l'approvisionnement jusqu'en 1994.

Malgré l'augmentation des dépenses, il n'y avait en moyenne que 1,5 lits et 0,8 médecins pour 1000 habitant·e·s palestinien·e·s en Cisjordanie, alors qu'en Israël, il y avait 6,1 lits et 2,8 médecins pour le même nombre de résident·e·s. Tel était l'état des infrastructures de santé au moment où, en 1994,

### Les Palestiniens dans le secteur de santé israélien

En Israël, environ 12% du personnel du secteur public de la santé sont des citoyen·e·s palestinien·e·s, contre environ 7% dans l'ensemble de la fonction publique. Cette proportion varie fortement selon la région avec un taux de presque 50% dans les hôpitaux publics au nord du pays, tandis que la clinique psychiatrique Nes Ziona n'emploie aucun·e Palestinien·e. Globalement, la population palestinienne reste sous-représentée par rapport à son poids démographique, qui est d'environ 20%. Pourtant, le secteur de santé offre comparativement de bonnes possibilités de promotion et une égalité de traitement relativement satisfaisante, que ce soit parmi les médecins, les pharmaciens et le personnel infirmier. De plus, le système de santé semble être une exception en ce qui concerne les rapports humains entre personnel arabe et juif. Une enquête (<https://tinyurl.com/yd4ozjzm>) montre qu'une collaboration professionnelle est possible, à la condition toutefois d'éviter d'aborder au travail certains sujets comme les opérations militaires ou la politique israélienne envers les Palestiniens.



l'Autorité palestinienne (AP) a pris en charge les soins de santé dans une partie du Territoire palestinien occupé (TPO) en vertu du soi-disant accord de paix. Pendant près de trois décennies, le secteur de la santé a été directement pénalisé par un grave sous-financement. Cette discrimination se poursuit aujourd'hui par le biais de la bureaucratie. Avec la partition administrative du TPO en Cisjordanie en zones A, B et C et le siège de Gaza, Israël demeure l'autorité qui prend les décisions finales dans l'administration publique. Le régime draconien des autorisations

dans la bande de Gaza, sous blocus depuis plus de dix ans. Souvent, l'importation de matériaux de construction est interdite par les dispositions juridiques israéliennes, alors que les résident·e·s ne peuvent quitter la région pour se rendre en Israël ou ailleurs afin d'y recevoir des soins médicaux sans demander au préalable une autorisation. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le taux de refus de ces demandes de permis est passé de 9 à 38% entre 2012 et 2018. En 2018, plus de 1800 mineurs ont dû quitter la bande de Gaza seuls afin de suivre un traitement, car leurs

l'administration jordanienne, joue un rôle important. À cette époque, les médecins palestinien·ne·s construisaient des cliniques de leur propre initiative, et assuraient les consultations jusque dans les zones rurales éloignées. Ces actions collectives, choisies comme stratégie de résistance à partir des années 1980 et surtout depuis la première Intifada, et désignées de « sumoud » – ce qui signifie ténacité, constance, fermeté – étaient essentielles pour les soins de santé sous l'occupation. La Palestinian Medical Relief Society (PMRS) est l'une des nombreuses organisations nées dans ce contexte.

Même si les organisations d'aide et le travail des bénévoles parviennent à maintenir à flot les infrastructures sanitaires dans les TPO, cela ne peut pas alléger le fardeau psychologique du peuple palestinien. Dans les pays occidentaux, on s'inquiète beaucoup au sujet de la récession économique, de la quarantaine et des restrictions temporaires de déplacement et on discute abondamment du bien-être psychologique des citoyen·ne·s affecté·e·s. Mais lorsque l'on vit sous occupation militaire, ce stress est permanent, aggravé par un vécu d'attaques à répétition.

Afin de libérer les Palestinien·ne·s de ce joug, il est crucial que les discriminations qu'ils subissent – une combinaison de sous-financement perpétuel, d'étranglement des initiatives économiques indépendantes et d'impossibilité de s'autogérer – soient reconnues et combattues au niveau international. Pour remédier à ce sous-développement chronique des soins de santé, il est indispensable que des progrès soient réalisés sur le plan politique.

*Sources:*

*Tamara Barnea et Rafiq Hussein (ed.), Separate and Cooperate, Cooperate and Separate: The Disengagement of the Palestine Health Care System from Israel and its Emergence as an Independent System.*

*Rita Giacaman, Health Conditions and Services in the West Bank and Gaza Strip. Etude pour la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.*



*Douilles de cartouches dans une clinique mobile après une attaque pendant la deuxième Intifada. Photo: Abed Oma Ousine, PMRS*

permet de restreindre la circulation des personnes et des biens et empêche la normalisation de la couverture sanitaire.

Dans la zone C, qui comprend 60% de la Cisjordanie, l'AP est également responsable des soins de santé, mais la construction de cliniques, d'hôpitaux et des canalisations d'eau est sous administration civile israélienne. Seuls quelques projets de construction sont approuvés, alors que les infrastructures non autorisées sont démolies. La circulation des personnes en Cisjordanie est entravée par plus de 450 barrages, sous forme de postes de contrôle ou de murs de séparation érigés illégalement. La situation est encore pire

parents n'étaient pas autorisés à les accompagner.

Dans la situation économique et politique actuelle, il est tout simplement impossible de mettre en place une politique de santé uniforme et un financement durable. De ce fait, la santé publique est depuis des décennies fortement tributaire de l'aide internationale. Depuis la Nakba, l'expulsion de la majorité des habitant·e·s palestinien·ne·s de l'Etat émergent d'Israël, les soins de santé pour les réfugié·e·s sont principalement fournis par l'UNRWA, l'agence onusienne de secours des Nations Unies créée à cet effet. En outre, le travail bénévole, qui a pris de l'ampleur dans les années 50 sous

# Les causes sociales des maladies nécessitent des solutions sociales

*Interview avec Rita Giacaman*

*Les questions ont été posées par Andrea Bregoli*

**Dans le contexte du Territoire palestinien occupé (TPO), la santé doit être considérée non seulement d'un point de vue médical mais aussi d'un point de vue sociopolitique.**



*Clinique mobile pour femmes dans une école de Bart'a ash Sharqiya. Photo: Oren Ziv*

**Vous travaillez à l'Institut de santé communautaire et publique de l'Université de Birzeit en Cisjordanie dont vous êtes la cofondatrice. Qu'est-ce qui a été à l'origine de la création de ce département et quelle était la situation à l'époque?**

Nous avons été impliqués d'emblée dans une action sociale progressiste visant à mettre en place l'infrastructure de la résistance contre le régime militaire israélien. Je rentrais des Etats-Unis et j'étais entourée d'universitaires qui ne restaient pas confinés dans leurs institutions, et pour qui l'université représentait un lieu de construction de la société et de la résistance. Il était donc logique de rechercher des solutions aux problèmes sanitaires sous le régime militaire israélien. Un groupe de

recherche s'est constitué avec le but d'étudier ce qu'il advenait des populations touchées par la guerre. C'est ainsi que tout a commencé.

Au cours des deux premières décennies, jusqu'à l'installation de l'Autorité palestinienne (AP) en 1994, et également en 1990 dans le contexte des accords d'Oslo, notre travail était entièrement lié à l'action sociale. Nous faisons de la recherche universitaire, mais avec un pied dans la pratique sur le terrain. Nous intervenons au niveau de la base, avec le souci d'apprendre directement des populations concernées, d'interpréter ensuite ces connaissances et de faire comprendre au monde et à l'opinion publique l'importance de ces perspectives pour la santé et leur rapport avec les conditions de guerre.

**La référence à la communauté dans le nom de l'Institut renvoie-t-elle à cet ancrage local?**

Oui. Ce n'est pas la conception courante universitaire anglo-saxonne de la santé publique. Nous nous centrons sur la santé communautaire et la santé publique. Nous tenons à le souligner. Nous sommes également des activistes. Quoi que nous fassions, notre action se réfère aux populations et à des préoccupations autant politiques que sociales.

**Qu'entendez-vous par santé publique, quelle différence par rapport à la conception occidentale?**

Traditionnellement, la santé publique se concentre strictement sur des chiffres concrets d'un point de vue biomédical. On compte par exemple le nombre de décès, de personnes malades ou handicapées. Nous avons une autre approche. Nous pratiquons une santé publique multidisciplinaire. Nous avons appris du médecin allemand Rudolf Virchow (1821-1902) ce que cela signifie de replacer la santé dans son contexte. Au milieu du XIXe siècle, Virchow a étudié les causes d'une épidémie de typhus et est parvenu à la conclusion que des réformes étaient nécessaires dans l'administration. Il pointait ainsi du doigt les conditions de vie misérables des habitants qu'il identifiait comme étant la cause principale de l'épidémie. Nous avons pris à cœur cette approche et étudions les facteurs déterminants pour la santé au sens large.

**Cela fait aussi écho à votre activité dans les années 80, lorsque vous avez mis en place un programme de formation pour les personnels de santé dans les villages avec la Birzeit Women's Charitable Society (BWCS).**

Oui, au début des années 80, il existait ici un organisme de conseil de médecine palestinien. J'ai qualifié les membres de ce conseil de «gratte-papiers» à cause de leur manière de procéder. Ils décidaient de ce qu'il fallait faire; leur modèle biomédical aboutissait obligatoirement à augmenter le nombre d'hôpitaux, de médecins, de

personnels soignants et de médicaments. Sous l'influence de Virchow, nous avons décidé d'aller d'abord vers les gens et de leur parler, de procéder à des tests et d'identifier quel était leur état de santé. Ce n'est qu'ensuite que nous avons élaboré un plan de santé.

Nous nous sommes donc rendus dans trois villages des environs de Birzeit. Le lien entre d'une part la pauvreté, le logement inadéquat, la malnutrition etc. et d'autre part la mortalité infantile et la santé en général s'est avéré très intéressant et choquant. A partir de ces constatations, nous nous sommes regroupés au sein du BWCS afin d'élaborer un cours de formation pour les personnels de santé. C'était assez novateur.

L'université de Bethléem avait déjà tenté d'élaborer ce genre de cours. Nous avons appris de leurs erreurs. Les projets ratés ne sont pas toujours de mauvais investissements. J'ai collaboré étroitement avec les personnels de l'université de Bethléem pour identifier ce qui n'avait pas fonctionné. Pour le personnel de santé dans les communes, par exemple, l'université avait imposé comme condition préalable à l'inscription une éducation secondaire supérieure. Or, bien sûr, à cette époque, aucune femme ne pouvait justifier d'un tel niveau de scolarité, donc seuls des hommes avaient été admis. Après leur formation, lorsque ces hommes sont retournés dans les villages, ils n'ont pas été autorisés à entrer dans les foyers, précisément parce qu'ils étaient des hommes. Le projet a donc échoué.

Nous en avons tiré les leçons et avons décidé qu'il fallait six années de scolarité et que seules les femmes seraient admises. Le programme a très bien marché et a été poursuivi pendant plusieurs années. Nous l'avons ensuite confié à l'un des groupes actifs dans le domaine social, l'Union of Palestinian Medical Relief Committees, aujourd'hui la Palestinian Medical Relief Society (PMRS), qui continue de former les personnels de santé pour les communes. Le cours a fini par être reconnu par le ministère de l'Éducation

comme diplôme d'études supérieures, cela n'a pas été facile, mais on y est arrivé.

**De nombreux problèmes se sont donc posés au cours du processus. J'ai lu que pour améliorer la qualité de l'eau, vous vouliez poser des canalisations dans les villages.**

Oui, la situation était intéressante. Le problème était une infestation parasitaire qui, en raison de la diarrhée qu'elle provoquait, était l'une des causes de la malnutrition sévère. Il ne s'agissait donc pas de demander aux mères de mieux nourrir leurs enfants ou de leur assurer une meilleure hygiène. Il est inutile de proposer une éducation sanitaire si elle ne peut pas être mise en œuvre à cause de l'absence d'infrastructure. Nous avons alors collaboré avec une entreprise en vue de pouvoir poser une conduite d'eau dans ce village. L'armée israélienne a absolument refusé d'accorder l'autorisation. Elle voulait punir le village sous prétexte qu'il abritait des activistes. Incroyable, franchement incroyable!

**A qui faut-il demander ces permis de construire?**

Nous n'aurions pas pu faire la demande nous-mêmes. Nous nous sommes associés à un groupe international qui s'est montré intéressé et c'est lui qui a déposé la demande auprès de l'administration militaire israélienne. Celle-ci ne répond jamais par oui ou par non. C'est ce qui s'est passé dans ce cas. On n'a jamais reçu de réponse. Par exemple j'ai tenté à de nombreuses reprises de me rendre à Gaza, où je n'ai pas pu me rendre depuis 1994. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déposé la demande pour moi, mais il n'y a pas eu de réponse. Ni oui, ni non. Je n'ai toujours pas pu m'y rendre.

**Dans vos travaux et vos recherches, vous insistez sur le fait que les données sanitaires objectives telles que le nombre de décès, de blessures, de handicaps et de maladies sont nécessaires, mais insuffisantes pour décrire correctement la question palestinienne. Après la première Intifada, l'OMS a commencé à prendre en compte les**

**critères sociaux et psychologiques dans son approche de la santé alors qu'auparavant, elle se limitait à des aspects purement physiques. Dans l'aide humanitaire également, on tend à proposer de plus en plus des traitements psychologiques. Vous critiquez cette approche comme n'étant qu'une «réponse médicalisée aux traumatismes». Qu'entendez-vous par là?**

Ce que je veux dire, c'est que parfois et peut-être même souvent, les Palestinien-ne-s sont stigmatisé-e-s par cette réponse médicalisée. Premièrement, nous ne sommes pas des malades mentaux. C'est déjà un point essentiel. Nous souffrons des conséquences d'une situation dans laquelle nous sommes exposés à la violence. Si cette expérience de la violence est la cause des problèmes, il doit y avoir une solution pour mettre un terme à cette violence. Les causes sociales des maladies exigent une solution sociale. Au lieu de cela, on nous propose des médicaments et des thérapies pour nous aider à anesthésier nos sentiments et accepter notre soumission. C'est inadmissible. Je ne veux pas dire par là que certaines personnes n'ont pas besoin de médicaments ou de thérapies. Certaines en ont besoin, mais la plupart des gens ne sont pas des malades mentaux.

**Comment analysez-vous les expériences de la violence? Dans votre article «Reframing Public Health in Wartime» (Réappréciation de la santé publique en temps de guerre), vous mentionnez qu'outre les conséquences physiques de la guerre, il faut également prendre en compte la destruction du mode de vie.**

La guerre de 1948 a par exemple totalement détruit le mode de vie des Palestinien-ne-s. Deux tiers ont été expulsés, expropriés et disséminés dans toute la région. La majorité de ces personnes vivent encore dans des camps de réfugié-e-s et attendent d'avoir le droit de rentrer chez eux. C'est une destruction monstrueuse de leur mode de vie. Ils sont passés d'une existence paysanne à celle de réfugié-e-s attendant Godot.

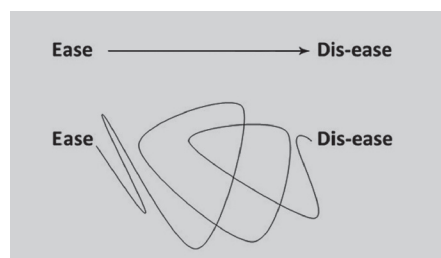


Le deuxième aspect est qu'aujourd'hui encore, les habitants continuent en permanence d'être expropriés, ce qui détruit leur mode de vie. La majorité des surfaces agricoles utilisées sont confisquées. Les Israélien-ne-s s'emparent des sources d'eau et laissent les gens sans autre activité que celle de chercher du travail et de se retrouver dans la situation humiliante de travailler en Israël comme ouvriers sur des chantiers de construction de logements destinés à d'autres. Actuellement, il est prévu que 30 % de la Cisjordanie restante soient annexés par Israël. Est-ce que vous pouvez vous imaginer ce que cela signifie pour les Palestinien-ne-s? C'est la destruction pure et simple de notre mode de vie.

### Comment intégrez-vous cette réalité dans votre recherche?

En documentant quelle était l'activité des Palestinien-ne-s autrefois et ce qu'elle est aujourd'hui, et en mettant en lumière les conséquences de ces modifications sur leur santé et leur bien-être. Nous avons ainsi remarqué que cette dichotomie entre maladie et santé est problématique.

Ce qu'il faut, c'est un concept avec un continuum entre bien-être (ease) et maladie (dis-ease). En effet, lorsqu'elles sont exposées à des humiliations politiques, économiques et autres, les personnes passent d'un état à l'autre dans ce continuum, et ce sont ces expériences qui peuvent conduire à la maladie. Au milieu de ce processus, avant que la maladie n'apparaisse, ces personnes, notre peuple, souffrent et ils souffrent terriblement. Cela a des conséquences négatives sur leur santé, c'est ainsi que nous avons commencé à intégrer de nouveaux aspects dans la catégorie souffrance sociale, comme



Continuum entre santé et maladie

l'humiliation par exemple. Nous avons publié un article où nous avons pu mettre en évidence le fait que l'humiliation a des conséquences négatives. Nous avons également mis en évidence le critère de l'expérience individuelle et collective de la violence et avons ainsi montré qu'indépendamment l'une de l'autre, ces deux expériences avaient des conséquences négatives sur la santé. C'est un point très important parce que la biomédecine en particulier considère uniquement les individus et non la collectivité, même si des communautés entières sont touchées.

Nous élaborons également d'autres évaluations. Nous sommes sur le point de finaliser la saisie du critère de la «déprivation» (le fait d'être privé d'une chose à laquelle on avait accès auparavant) et nous faisons des recherches sur le terrain autour du facteur de l'incertitude. C'est un peu comme le Covid-19, personne ne sait exactement ce qui nous attend. Nous verrons quelle incidence ont ces facteurs sur la santé. Nous faisons donc tout notre possible pour élaborer des échelles et des critères en vue de définir la situation de la personne avant l'apparition de la maladie car du point de vue de la santé publique, c'est ainsi qu'on pourra faire la prévention nécessaire.

### La souffrance sociale est donc plus ou moins un état dans lequel la santé est influencée par la politique?

Par la politique, mais aussi par l'économie, par la communauté et par les autorités (l'AP). Nous étudions les facteurs structurels pouvant influencer la santé. Nous devons donc tout prendre en compte. Dans une étude sur la jeunesse en Palestine, nous avons montré par exemple que les jeunes se sentent totalement exclus par les activités de l'AP et que cela a des incidences sur leur santé.

### À quoi peut-on reconnaître cette souffrance ou cette exclusion sociale des jeunes dans le Territoire palestinien occupé?

Ce que nous avons constaté, c'est que les jeunes qui se sentent exclus par l'activité de l'AP se sentent beaucoup moins à l'aise. Nous utilisons

les cinq indicateurs de l'OMS sur le bien-être. Cela cadre bien. L'économie est un indicateur majeur; pourtant, elle ne dépend pas seulement de l'AP, mais aussi d'Israël et de son activité de colonisation.

### Vous mentionnez que la jeune génération est insatisfaite de l'action de l'AP dans le Territoire occupé. Est-ce que cela signifie qu'ils ne contestent pas l'occupation israélienne en tant que telle?

Non. Cela ne signifie pas qu'ils soient satisfaits de l'occupation israélienne, mais ils ne se sentent pas exclus dans cette relation. Quand il se passe quelque chose, ils se rendent aux checkpoints et jettent des pierres. Et ce n'est pas tout. D'une certaine manière ils sont capables de s'organiser et d'agir pour contrecarrer l'action de l'occupant israélien.

Le problème de l'AP, c'est qu'elle ne laisse absolument aucune place aux jeunes. C'est une structure patriarcale qui est entièrement contrôlée par la direction, composée de l'ancienne génération, et ce à tous les niveaux. Politiquement, l'AP est en outre contrôlée par un seul groupe. Regardez la direction palestinienne actuelle. Y a-t-il une seule personne de moins de 60 ans dans l'appareil? Non, il n'y a tout simplement pas de place. S'y ajoute le népotisme. Ils donnent donc du travail à leurs amis, à leurs cousins. Sans parler de la corruption.

Il y a quelques semaines l'AP a par exemple décidé de distribuer de l'argent à la population. Et il y a eu beaucoup de népotisme et de corruption lors de la distribution. Les jeunes protestent par conséquent contre l'AP. Les membres de l'AP donnent de l'argent à leurs cousins, aux gens du Fatah, aux uns et aux autres et non aux personnes qui en auraient vraiment besoin.

### La jeune génération ne fait donc guère confiance au gouvernement?

D'une manière générale, elle fait très peu confiance à qui que ce soit: à l'AP et à toutes ses institutions, à tous les partis, mais aussi à la communauté. Les jeunes ont uniquement confiance en leur famille.



Jeunesse en résistance. Photo: mise à disp.  
Rita Giacaman

**Vous avez également mentionné que les jeunes se trouvaient dans une sorte «de triple captivité».**

Les jeunes et en particulier les jeunes femmes sont prisonnier·e·s de l'occupation, ils et elles sont prisonnier·e·s de l'AP, ils et elles sont prisonnier·e·s de l'économie et maintenant, ils et elles sont en plus prisonnier·e·s du Covid-19. Il en va de même pour les femmes adultes dont la situation est semblable à celle des jeunes car le patriarcat veut que les hommes âgés détiennent le contrôle sur les femmes et sur les jeunes. Lorsque l'on n'a ni marge de manœuvre, ni champ d'activité, on est captif, mais aussi extrêmement frustré, désespéré etc.

En substance, les jeunes se sentent nettement plus désespérés et plus en insécurité que les personnes plus âgées. Il y a plusieurs raisons à cela. Premièrement, tous ceux et toutes celles qui ont plus de 35 ans ont connu la deuxième Intifada. Ils et elles avaient peut-être 15 ans ou plus et connaissent ces perturbations de leur existence, les couvre-feux etc., la situation leur est donc familière. Il y a en même temps d'autres raisons importantes qui expliquent que les personnes plus âgées sont plus posées. Elles ont toutes une famille, un emploi etc. Les jeunes attendent d'obtenir leur diplôme, ils veulent trouver du travail, un·e partenaire, ils veulent se marier, avoir des enfants, une maison. Et ils et elles veulent être des citoyen·ne·s à part entière. Mais actuellement, avec cette triple captivité, ils et elles n'ont aucune perspective. Ils sont

condamnés à rester durablement dans la catégorie des jeunes, ce qui les frustre terriblement.

**On dit souvent que les jeunes d'aujourd'hui sont les leaders de demain. Sur la base de votre analyse, quelles perspectives voyez-vous pour les jeunes? Croyez-vous que la génération actuelle apportera des améliorations?**

Je ne sais pas. Je parle régulièrement avec ma fille qui est en train de finir son doctorat et qui est extrêmement frustrée. En fait elle ignore totalement comment la situation va évoluer. Il n'y a pas d'emplois, rien. Il est donc difficile de faire des prévisions, d'autant qu'il ne semble pas que la question palestinienne se résoudra bientôt. C'est un sujet considérable, au même titre que le Covid-19. La question la plus importante est de savoir ce qui va se passer en termes d'annexions, de confiscations de terres, d'arrestations et de violence des colons pendant la pandémie de Covid. C'est comme s'ils attendaient l'occasion du Covid-19 pour faire des miracles afin de se débarrasser des Palestinien·ne·s.

**Pensez-vous que les Palestinien·ne·s puissent profiter de la situation pour renforcer la résistance?**

Le problème de la résistance actuellement est que nous sommes occupés par deux armées. Autrefois, il y avait l'occupation, c'était terrible. Nous nous sommes battus contre l'armée israélienne. Maintenant, il y a en plus la police palestinienne. Elle surveille les Palestinien·ne·s pour le compte des Israélien·ne·s.

**Mais comme vous le montrez dans votre étude «The Psychological Health of Palestinian Youth», la jeunesse affiche des formes de résistance plus marquées, une forme totalement différente de «troisième Intifada».**

Peut-être. Ce sont de nouvelles formes, mais le processus en cours est d'une autre nature. Une Intifada qui dure depuis quatre ans, mais qui n'est pas permanente. Cela ressemble davantage à un sprint et je pense qu'il faut le reconnaître. Le

problème est que la protestation est trop peu organisée. Il faudrait qu'ils puissent faire eux-mêmes l'expérience du combat de libération et des formes d'organisation, car les solutions ne tomberont pas du ciel.

**Dans quelle mesure vos travaux de recherche ont-ils évolués au fil de l'histoire, depuis la première Intifada en passant par les accords d'Oslo jusqu'à l'instauration de l'AP et à la deuxième Intifada?**

La première phase, lorsque nous nous sommes rendus dans les villages et que nous avons vu dans quelles conditions choquantes vivaient les habitants, nous a ouvert les yeux. À partir de là, cela a été un processus graduel au cours duquel nous nous sommes appuyés sur les expériences antérieures. En termes d'approche, je ne pense pas que nous ayons modifié grand-chose. Ce que nous avons modifié substantiellement, c'est que nous adaptons nos travaux aux besoins sociétaux. Par exemple, dans les années 80 et au début des années 90, nous ne nous sommes pas souciés de proposer un diplôme de santé publique. Ce n'était pas nécessaire. Le but était une ré-éducation ancrée localement. Mais lorsque l'AP s'est établie et qu'elle a pris en charge des domaines de choix, dont la santé, nous avons réalisé qu'il y avait un besoin de formation professionnelle dans le cadre de l'AP. Nous nous sommes donc occupés de la formation en santé publique tout en poursuivant nos travaux de recherche; nous avons alors découvert de nouveaux aspects de l'action pratique et les avons étudiés afin de démontrer les conséquences négatives de la politique de santé étrangère et d'assurer parallèlement la formation professionnelle.

**Avez-vous l'impression que l'action de l'Institut a contribué à améliorer la collaboration et la reconnaissance au niveau national et international?**

Jusqu'en 2000 environ, nous n'avions aucune chance de publier dans des revues internationales, car on craignait fortement de thématiser les droits des Palestinien·ne·s. La revue



Medical Monitor a publié un petit article sur les Palestinien·ne·s en 1948, mais elle n'a pas tardé à être fermée sous la pression du lobby juif! Personne n'osait donc publier quoi que ce soit. Les choses ont changé avec la deuxième Intifada, tout au moins en Europe. Nous avons donc commencé à publier. Avec la prise de conscience croissante, en Europe particulièrement, et dans une moindre mesure aux Etats-Unis, nous avons pu augmenter nettement le nombre de publications et gagner en reconnaissance. Avant 2000 notre propos paraissait discordant, voire menaçant. Mais avec le temps, d'autres, en particulier dans les pays en voie de développement, ont aussi déployé leurs points de vue, et le paradigme occidental a été remis en question. Je pense qu'entre-temps, nous avons aussi acquis une légitimité.

À ce sujet, je songe à Foucault et à son court texte intitulé «Deux conférences» où il souligne à juste titre que la critique doit inclure les savoirs assujettis, exclus. C'est avec les Palestinien·ne·s que cela a pris le plus de temps, on les a exclus sous prétexte qu'ils mentaient. Ou on les a soumis au savoir occidental. Mais les choses évoluent lentement, pas seulement pour les Palestinien·ne·s, mais aussi pour d'autres et pas seulement dans les pays en développement. À l'instar de ce qui se passe aux Etats-Unis avec le mouvement Black Lives Matter. La situation commence à changer.

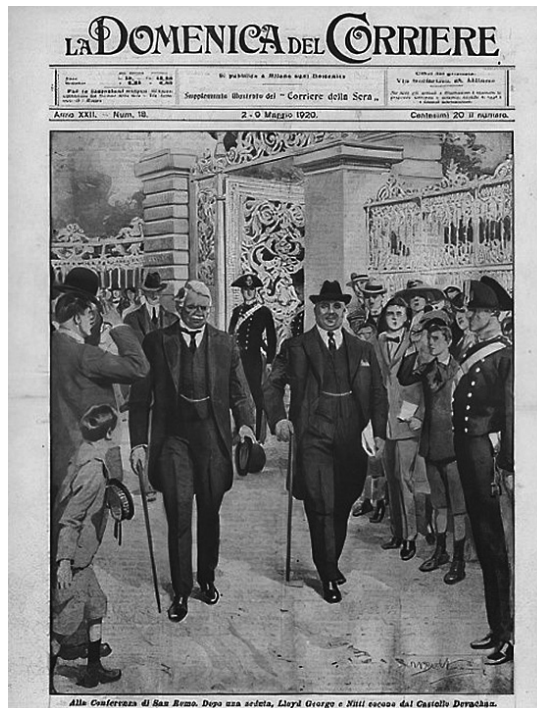


Dr. Rita Giacaman

# Injustice légalisée

Walter Hollstein

**Il y a cent ans, la Conférence de San Remo formulait pour la première fois les 28 articles du Mandat de la Société des Nations pour la Palestine, qui seront repris par la suite dans le droit international, et qui continuent d'affecter la région à l'heure actuelle.**



Les premiers ministres britannique et italien David Lloyd George et Francesco Nitti lors de la conférence de San Remo en 1920.

En 1917, après des années d'efforts diplomatiques auprès des grandes puissances de l'époque pour les convaincre de soutenir un «Etat juif» en Palestine, l'Organisation sioniste obtient un succès historique: la Grande-Bretagne déclare que la Palestine peut être légalement considérée comme patrie des Juifs. Suite à la victoire des Alliés au Moyen-Orient, la Palestine, précédemment sous domination turque, est désormais soumise à la puissance coloniale britannique. L'une des premières étapes pour sécuriser cette nouvelle possession territoriale sera la Déclaration Balfour, sous forme de la lettre suivante:

«*Cher Lord Rothschild,*  
J'ai le grand plaisir de vous transmettre, de la part du Gouvernement de Sa Majesté, la déclaration suivante de sympathie à l'égard des aspirations juives sionistes, qui a été soumise au cabinet et approuvée par lui.

«*Le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour les Juifs et fera tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politique dont les Juifs disposent dans tout autre pays.*»  
Je vous serais obligé de porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.  
— Arthur James Balfour»

La convergence des politiques sioniste et britannique répond aux intérêts des deux parties: le sionisme recherche la protection d'une grande

puissance pour imposer ses objectifs nationaux contre ceux des Arabes; et les Britanniques utilisent les Juifs pour soutenir leur propre pouvoir au Moyen-Orient en s'appuyant sur un allié fiable ainsi que pour neutraliser le nationalisme arabe.

Conformément à leur principe impérialiste «diviser pour régner» [...], les Britanniques revoient toutefois le cahier des revendications sionistes à la baisse: la Déclaration Balfour mentionnera une version fortement atténuée des aspirations initiales de l'Organisation sioniste à un «Etat juif». Le flou des formulations n'est pas un hasard, puisqu'il sert, pour la Grande-Bretagne, à se préserver toutes les options politiques contre les Arabes et les Juifs. Le terme peu clair de «foyer national juif» vient remplacer l'idée sioniste de l'«Etat juif». Le texte se veut «bienveillant» envers les Sionistes, tout en assurant aux Arabes que leurs droits seront sauvegardés.

De fait, la promesse donnée au sionisme concernant l'établissement d'un «foyer national juif» sur le territoire arabe signifie inévitablement une atteinte aux droits arabo-palestiniens que les Britanniques prétendent vouloir protéger. Malgré toutes leurs protestations, les Arabes palestiniens ne pourront pas empêcher l'application de la Déclaration Balfour ni la séparation entre la Transjordanie et la Palestine et la répartition du monde arabe entre la France et l'Angleterre lors de la Conférence de San Remo en 1920.

Suite à la résistance arabo-palestinienne, les Britanniques publieront tout de même une interprétation officielle de la Déclaration Balfour, le 3 juin 1922, dans laquelle ils affirmeront que l'objectif n'est pas l'oppression de la population arabe, de sa langue ou de ses coutumes, ni une domination juive en Palestine. Le texte annonce explicitement que l'immigration sioniste sera limitée en fonction de la capacité économique du pays.

Le 25 avril 1920, la Grande-Bretagne reçoit le mandat sur la Palestine, qui sera confirmé par la Société des Nations le 22 juillet 1922. Le texte

du Mandat garantit expressément aux sionistes la création d'un «foyer national juif». Une promesse saluée par toutes les grandes puissances. Le congrès américain déclare le 30 juin 1922:

*«Considérant que pendant de nombreux siècles, le peuple juif a cru et aspiré à la reconstruction de son ancienne patrie, et considérant qu'après la guerre mondiale et son rôle dans celle-ci, le peuple juif devrait pouvoir recréer et former un foyer national sur la terre de ses ancêtres, ce qui donnera à la Maison d'Israël la possibilité, longtemps refusée, de reconstruire une vie et une culture juives prospères dans l'ancienne terre juive, par conséquent, il est résolu par le Sénat et le Congrès des Etats-Unis d'Amérique que les Etats-Unis d'Amérique soutiendront la création d'un foyer national pour le peuple juif en Palestine, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui pourrait porter préjudice aux droits civils et religieux des chrétiens et de toutes les autres communautés non juives en Palestine, et que les lieux saints et les édifices et districts religieux devraient être protégés en conséquence.»*

### **Le 29 septembre 1923, le Mandat est ratifié et entre en vigueur.**

La lecture du texte montre à quel point il favorise les sionistes et désavantage les Palestiniens arabes. Le préambule affirme que le mandataire est responsable de la Déclaration Balfour, qui prévoit «l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif». Toujours dans le préambule, le peuple juif se voit reconnaître des «liens historiques» avec la Palestine, et donc un droit à la «reconstitution de son foyer national en ce pays». L'article 2 stipule que la Grande-Bretagne est responsable «d'instituer dans le pays un état de choses politique, administratif et économique de nature à assurer l'établissement du foyer national pour le peuple juif».

L'article 4 évoque un «organisme juif convenable» («appropriate Jewish agency» dans la version anglaise),

qui «sera officiellement reconnu et aura le droit de donner des avis à l'Administration de la Palestine et de coopérer avec elle dans toutes les questions économiques, sociales et autres, susceptibles d'affecter l'établissement du foyer national juif et les intérêts de la population juive en Palestine». Selon l'article 6, l'Administration «facilitera l'immigration juive dans des conditions convenables». L'article 7 annonce qu'une loi sur la nationalité sera édictée: «Cette loi comportera des clauses destinées à faciliter aux Juifs [...] l'acquisition de la nationalité palestinienne.» L'article 22 assure aux Juifs que l'hébreu sera accepté comme langue officielle de la Palestine, à côté de l'anglais et de l'arabe.

Il est frappant que ce texte de la Société des Nations, signé par toutes les grandes puissances du monde, ne mentionne même pas la population autochtone palestinienne. Une fois de plus, l'article 2 se contente d'assurer «la sauvegarde des droits civils et religieux», sans référence à une population arabe. Tout au long des 28 articles du Mandat, les Arabes palestiniens ne sont pas nommés une seule fois en tant que tels. Seul l'article 22 évoque la langue «arabe».

Pour mesurer la monstruosité coloniale de cette situation, il faut savoir qu'au moment de l'adoption du Mandat, 91% de la population palestinienne était constituée par des Arabes, qui possédaient 97% des terres de Palestine. Le texte du Mandat ne tient pas compte de cette réalité, et la dénature de manière à ce que la minorité juive apparaisse comme la majorité, et les masses arabo-palestiniennes comme une «communauté non juive en Palestine». Face à une discrimination aussi flagrante, les Arabes palestiniens se voient trahis et vendus par toutes les grandes puissances qui ont soutenu la Déclaration Balfour et le Mandat pour la Palestine.

Extrait du livre du sociologue Suisse Walter Hollstein:

**Kein Frieden um Israel. Zur Sozialgeschichte des Palästina-Konflikts.**

éditions Fischer Taschenbuch 1972, p. 88 ss.



# Des avers radicaux: quand les Palestinien·ne·s imaginent

Yara Hawari

Sur la base de recherches sur le colonialisme, l'auteur montre comment les Palestinien·ne·s peuvent imaginer leur avenir d'une manière radicalement différente des concepts habituels façonnés par le statu quo politique.



La ligne de démarcation de 3 millimètres de large dans le plan de partage des Nations unies correspond en fait à 60 à 80 mètres. A qui appartiennent ces terres? DAAR

*«Nous devons raconter des histoires qui soient différentes de celles qu'un lavage de cerveau nous fait croire ... Rappelez-vous: un autre monde n'est pas seulement possible, il arrive.»*

Arundhati Roy<sup>1</sup>

Confrontés à un processus constant d'effacement, les Palestinien·ne·s se trouvent dans une situation où leur passé et leurs avers sont niés. Ils et elles sont enfermés dans un présent continu dans lequel la puissance d'occupation coloniale, Israël, détermine les frontières temporelles et spatiales. Les Palestinien·ne·s se réfèrent souvent à cela comme à la *nakba al mustamirrah*, ou Nakba continue, dans laquelle déplacement, dépossession et destruction se produisent dans un continuum sans fin. C'est cette continuité de la Nakba qui a rendu si difficile aux Palestinien·ne·s de penser à leur avenir: survivre à un présent se détériorant sans cesse, particulièrement en Palestine même, a la priorité.

Ce commentaire met en lumière les études sur le colonialisme et l'imagination d'avers radicaux, puis trace les articulations d'un futur qui supprime les Palestinien·ne·s. Il conclut par des exemples de la manière dont les Palestinien·ne·s, malgré leur assujettissement, continuent à imaginer radicalement, et il appelle à un avenir construit à partir du collectif des Palestinien·ne·s.

## Le colonialisme et les perceptions de la réalité

Frantz Fanon a écrit dans «A Dying Colonialism» que le colonialisme français en Algérie «s'est toujours développé à partir de l'hypothèse qu'il durerait éternellement», remarquant que «les structures construites, les

installations portuaires, les aéroports [et] l'interdiction de la langue arabe» donnaient tous l'impression qu'une rupture dans le temps colonial était impossible. De fait «toute manifestation de la présence française exprimait un enracinement continu dans le temps et l'avenir algérien, et pouvait toujours être lu comme le signe d'une oppression indéfinie».

De manière analogue, le régime israélien crée «des faits sur le terrain» par sa construction permanente de colonies en Cisjordanie et l'appropriation de terres au-delà de la Ligne verte, repoussant constamment les frontières de ce qui est considéré comme territoire israélien, en faveur du régime colonial.

Les projets d'occupation coloniale et de colonisation cherchent ainsi à contrôler les perceptions de la réalité pour lier peuples autochtones et colonisés à une condition apparemment perpétuelle, un immobilisme normalisé. Imaginer un avenir au-delà de cette condition est alors un acte rebelle et radical, et n'est pas du tout facile.

Le chercheur et penseur autochtone Waziyatawin, écrivant dans «Decolonization» à propos du colonialisme sur Turtle Island – le nom autochtone de l'Amérique du Nord –, explique comment la vie au-delà du colonialisme est particulièrement difficile à percevoir dans le contexte de «la plus grande et de la dernière superpuissance du monde». Pour les Palestinien·ne·s, c'est aussi un défi d'imaginer un avenir dans lequel la Nakba permanente n'est pas une caractéristique de la vie quotidienne. Par exemple, beaucoup de Palestinien·ne·s trouvent difficile de concevoir un avenir dans lequel le droit au retour est appliqué et dans lequel les réfugiés et toutes les Palestinien·ne·s se voient attribuer les pleins droits dans leur pays d'origine. L'appel de Waziyatawin pour que les peuples autochtones pensent au-delà des bornes spatiales et temporelles vise cette difficulté:

«En tant que peuples autochtones, il est essentiel que nous comprenions le caractère désastreux de la situation mondiale, que nous reconnaissons

que l'idée que la civilisation industrielle est invulnérable est fautive, et que nous commençons à imaginer un avenir au-delà de l'empire et au-delà des nations états coloniaux qui nous ont maintenus assujettis.»

Arjun Appadurai décrit dans «Modernity at Large» l'imagination comme «un champ organisé de pratiques sociales, une forme de travail – et une forme de négociation entre des lieux d'agentivité (individus) et des champs globalement définis de possibilité». En d'autres termes, l'imagination est une fusion de perceptions individualisées et socialisées de ce qui est possible. C'est cet élément collectif qui rend le fait d'imaginer différent du fantasme. Appadurai fait la distinction:

«L'idée de fantasme porte avec elle la connotation inéluctable d'une pensée divorcée des projets et des actions, et elle a aussi une résonance privée, et même individualiste. L'imagination, quant à elle, porte avec elle l'impression d'une projection. [...] particulièrement quand elle est collective, [elle] peut devenir le carburant d'une action. C'est l'imagination, dans ses formes collectives, qui crée les idées de voisinage et de nation, d'économies morales et de lois injustes, de salaires plus élevés et de perspectives de travail à l'étranger. L'imagination est aujourd'hui une

base de lancement pour l'action, et pas seulement pour l'évasion.»

Cette distinction place l'imagination au-delà de l'abstrait, dans la sphère de la possibilité et de l'action (radicale). Il est aussi important de remarquer qu'imaginer au-delà de l'empire n'est pas un retour à un passé pré-invasion ou, dans le cas de la Palestine, un retour à avant 1948. C'est plutôt un processus au cours duquel sont explorées des manières de démanteler le colonialisme et son oppression, ainsi que des manières de reconstruire après le démantèlement. C'est un travail décolonial, qui doit accompagner le travail anti-colonial qui défie et affronte le régime colonial.

### Des visions suppressives de l'avenir

Toutes les articulations de l'avenir ne peuvent pas être décrites comme de l'imagination radicale ou décoloniale. Les futurs palestiniens ont été longtemps discutés soit sans la contribution des Palestiniens soit dans des cadres limités et étrangers, dont beaucoup sont liés de manière inhérente à celui de l'Etat-nation. Aujourd'hui, beaucoup d'idées politiques et d'imagination traditionnelles de l'avenir font du confinement des Palestiniens autochtones et de la sécurité de l'Etat colonial leur principale préoccupation.

De fait, mettre en scène Israël/Palestine comme deux groupes nationaux en guerre plutôt que comme un projet d'occupation coloniale a contribué à privilégier l'idée que «deux Etats dans les frontières de 1967» était le futur le plus approprié et le plus faisable pour les Israélien·ne·s et les Palestinien·ne·s.

L'hégémonie de l'idée de deux Etats a été cimentée quand le gouvernement palestinien l'a implicitement approuvée dans le Plan en dix points de l'OLP en 1974, devenant officiellement son champion au début des années 1990 avec les Accords d'Oslo qui établissaient un calendrier présumé pour la réalisation d'un Etat palestinien.<sup>2</sup>

Oslo a déplacé concrètement le discours et la politique de l'OLP, de la libération et de l'anticolonialisme à la construction d'un Etat en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Ce déplacement a aussi transformé la société civile palestinienne, qui est devenue largement dépendante du mécénat extérieur. Un tel changement tant dans la représentation politique que dans la société civile a eu l'effet de lier le processus imaginatif collectif palestinien à un agenda politique spécifique. Dans «Past is Present», Salamanca et ses co-auteurs posent d'importantes questions rhétoriques par rapport à ce déplacement:

«Quand le combat persistant pour la terre et pour le retour est-il devenu une situation «post-conflit»? Quand Israël est-il devenu une société «post-sioniste»? Quand les Palestiniens autochtones de la Galilée (par exemple) sont-ils devenus une «minorité ethnique»? Et quand l'établissement de l'Autorité palestinienne et la fortification de réserves palestiniennes qui en a résulté sont-ils devenus «la construction d'un Etat?»»

La mise en scène politique de la lutte anti-coloniale a été inversée, une focalisation sur la libération collective se transformant en une focalisation sur le succès individuel et en particulier sur les plus-values. De plus, la limitation de la Palestine et des Palestiniens à la Cisjordanie et à la Bande de Gaza continue de marginaliser les réfugié·e·s, ceux et celles de



Scène de parkour chez les jeunes dans le territoire occupé. Photo: Anne Paq



la diaspora et les citoyen-ne-s palestinien-ne-s d'Israël, les reléguant effectivement à n'être que des questions de peu ou de pas d'importance. Les imaginations de l'avenir dans ce cadre ne font pas qu'exclure la majorité du peuple palestinien; elles sont aussi subordonnées aux termes de l'entité coloniale et de son éternité imaginée. Cette façade de permanence, commune à tous les projets coloniaux ou d'occupation, installe le futur à l'intérieur des frontières coloniales.

Un des principaux arguments pour soutenir cet avenir est celui de la faisabilité. Ceux qui sont en position de pouvoir déterminent la faisabilité à travers ce qu'ils voient comme possible, rationnel et pratique. Par exemple, on a dit constamment aux Palestinien-ne-s que la solution à deux Etats est le seul aboutissement possible et qu'ils doivent par conséquent accepter des concessions sur certains droits, dont le droit au retour. De fait, la violence épistémique à l'université, dans les médias et dans la sphère politique, violence par laquelle les Palestinien-ne-s sont contraints d'accepter certaines «vérités» qui nient la légitimité de leurs propres voix et de leurs propres droits, est très répandue.

Richard Falk, écrivant à propos de l'avenir palestinien («Rethinking the Palestinian Future»), s'oppose à l'argument de faisabilité dans le cas de la solution à deux Etats, en maintenant qu'il a les caractéristiques d'un cul-de-sac: «[...] des horizons de faisabilité limitent les options palestiniennes à deux: soit accepter un autre tour de négociations qui a toutes les chances d'échouer, soit refuser de telles négociations et être tenus pour responsables de bloquer les tentatives pour atteindre la paix.»

Falk argumente en faveur d'une libération de l'imagination morale et politique, reconnaissant les «nécessités d'une paix juste avec dignité et, ce faisant, visant plus haut les horizons du désir». Cependant, se défaire des bornes de la faisabilité n'est pas facile, particulièrement quand elles ont été pendant longtemps inscrites dans le lexique et l'existence quotidienne des Palestinien-ne-s.

### L'imagination radicale palestinienne

Pourtant, des individus et de petits groupes de Palestinien-ne-s de tous les fragments de la société palestinienne ont essayé d'imaginer un avenir, de multiples manières radicales. Il n'est pas surprenant que beaucoup de ces imaginations soient centrées autour du droit au retour des réfugié-e-s palestinien-ne-s, que leurs porteurs soient eux-mêmes ou non des réfugié-e-s.

Un des chercheurs palestiniens important de ce point de vue est Salman Abu Sitta, dont le travail cartographique démontre la faisabilité du retour grâce à une approche empirique, spatiale et démographique. En évaluant la terre et les personnes,

Bethléem. Decolonizing Architecture est une collaboration entre «locaux et internationaux, et entre artistes et architectes» et considère la décolonisation en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza dans une perspective architecturale, en imaginant le démantèlement des colonies et le retour au pays des Palestinien-ne-s.

Les chercheurs et chercheuses du projet se concentrent aussi sur le retour des réfugié-e-s et argumentent que «retour et décolonisation sont des concepts enchevêtrés – nous ne pouvons pas penser le retour sans décolonisation, exactement comme nous ne pouvons pas penser la décolonisation sans le retour». Leur travail vise à entrecroiser l'architecture à



*Tente en béton dans le camp de réfugiés de Dheisheh: Centre culturel et symbole architectural du caractère temporaire permanent. Photo: DAAR*

Abu Sitta démontre qu'il y a assez de terre pour tous et toutes les réfugié-e-s qui reviendraient, ainsi que pour les citoyen-ne-s israélien-ne-s. Il organise le retour par un processus échelonné en sept phases, fondé sur la distribution régionale et un plan de construction de logements.<sup>3</sup> Abu Sitta prend la notion de retour, qui a été utilisé avant tout de manière discursive par les Palestinien-ne-s, et crée un plan d'action tangible. Bien que beaucoup soient en désaccord avec son processus, il montre qu'il y a des manières de pouvoir l'actualiser.

Un autre projet orienté sur l'espace qui regarde vers l'avenir est Decolonizing Architecture Art Research (DAAR)<sup>4</sup>, basé à Beit Sahour,

l'imagination culturelle collective de l'avenir. Bien que le travail de Decolonizing Architecture se limite aux frontières de 1967 – plus spécifiquement à la Cisjordanie et à la Bande de Gaza – pour des raisons de focalisation, il n'est pas idéologiquement réduit aux limitations géographiques des «Territoires palestiniens occupés»; au contraire, il comprend la Palestine dans son intégralité historique.

Des groupes variés de jeune-s Palestinien-ne-s issu-e-s des déplacé-e-s de l'intérieur (*les muhajjareen*) dans la Palestine de 1948 prennent aussi part aux imaginations radicales de leurs villages détruits. Les déplacé-e-s à l'intérieur forment un tiers des citoyen-ne-s palestinien-ne-s

## Impressum

Palestine Info Automne 2020, tirage all. 2200 ex., fr. 500 ex.

**Editeur: Palästina-Solidarität Region Basel, BP 4070, 4002 Bâle**

**Traductions: Feyrouz Ounaies, Brigitte Reins et autres**

**Mise en page: Georg Iliev, popolo GmbH**

**www.palaestina-info.ch      info@palaestina-info.ch**

Merci pour vos dons, CCP 40-756856-2

IBAN: CH31 0900 0000 4075 6856 2



Scène de parkour chez les jeunes dans le territoire occupé. Photo: Anne Paq

d'Israël, et beaucoup d'entre eux et elles vivent à proximité des villages dont leurs grands-parents et parents ont été déplacé·e·s. L'Etat israélien les empêche de retourner sur leurs terres ancestrales par différents mécanismes légaux, dont des décrets militaires.

Quelques groupes, par exemple, maintiennent une présence physique sur le site de leurs villages détruits en érigeant des abris et des tentes, comme à Iqrith et à Kufr Bir'am. Les autorités israéliennes perturbent constamment cette présence et la qualifient d'«illégal» de peur que les militant·e·s n'établissent un précédent pour d'autres Palestinien·ne·s déplacé·e·s à l'intérieur. D'autres militant·e·s réfugié·e·s internes ont reconstruit leurs villages dans des modèles et des simulations digitales, prenant en compte non seulement leur retour mais aussi ceux de leurs familles qui ont fui dans des pays voisins en 1948, s'appuyant sur la notion, due à Abu Sitta, de construction d'un plan d'action pour le retour.

Ce ne sont que quelques exemples qui incarnent les imaginations radicales de l'avenir. Ils ne font pas qu'offrir un contre-narratif; rassemblés, ils peuvent offrir un plan pour la libération. Pourtant, beaucoup de ces projets sont déconnectés et non permanents. Une des raisons pour cela est sans aucun doute la fragmentation géographique, sociale et politique du peuple palestinien qui entrave de même leur capacité à se rallier autour d'un consensus politique sur la libération. Le combat est donc non seulement d'imaginer, mais aussi de le faire collectivement.

Dans son dernier article pour The Guardian, l'éditorialiste Gary Younge a écrit: «Imaginez un monde dans lequel vous pouvez vous épanouir, sans que rien n'indique [qu'il sera réalisable]. Et ensuite luttiez pour ce monde.» Aujourd'hui, où les visions de l'avenir continuent à être écrites pour les Palestinien·ne·s et à leur place – la dernière manifestation étant celle du gouvernement de Trump – il est vital de combattre pour un avenir construit à partir des imaginations collectives des Palestiniens.

<sup>1</sup> Arundhati Roy, *War Talk* (Cambridge, MA: South End Press, 2003), 127. N. Trad.: Dans l'original en anglais, le mot «monde» (world) est de genre neutre, mais l'auteur lui a donné ensuite un pronom féminin.

<sup>2</sup> Il est important de remarquer que les Accords d'Oslo ne sont pas arrivés dans un vide; au contraire, l'écroulement du bloc soviétique et l'isolation croissante de l'OLP par rapport aux régimes arabes, ainsi que son exode du Liban vers Tunis, ont contribué à dresser la scène pour ce déplacement considérable dans le discours et la stratégie.

<sup>3</sup> Palestine Land Society, [www.plands.org/en/maps-atlases/maps/al-nakba-return/slide29](http://www.plands.org/en/maps-atlases/maps/al-nakba-return/slide29)

<sup>4</sup> Decolonizing Architecture Art Research (DAAR), [www.decolonizing.ps/site/](http://www.decolonizing.ps/site/) et plus particulièrement Alessandro Petti, Sandi Hilal, Eyal Weizman, *Architecture after Revolution* [mitpress.mit.edu/books/architecture-after-revolution](http://mitpress.mit.edu/books/architecture-after-revolution).



Yara Hawari est chargée principale de recherches sur la politique de Palestine (Senior Palestine Policy Fellow) à Al-Shabaka: The Palestinian Policy Network. Elle a obtenu son doctorat en politique du Moyen-Orient à l'université d'Exeter, où elle enseigne divers cours en licence et est toujours chercheuse honoraire. En plus de son travail universitaire qui est focalisé sur les études autochtones et l'histoire orale, elle est aussi fréquemment commentatrice politique pour différents médias, dont The Guardian, Foreign Policy et Al Jazeera English.

Traduction: CG pour l'Agence Média Palestine; Source: Al-Shabaka.org